**ARRÊTÉ PORTANT LICENCIEMENT POUR INSUFFISANCE PROFESSIONNELLE DE MONSIEUR *(OU MADAME)* …, (GRADE) ...**

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés du contrat définitif.***

Le Maire *(ou le Président)* de...

Vu le Code général de la fonction publique et notamment les article L.553-1 à L.553-3,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux dispositions applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment les articles 40 à 49,

Vu l’arrêté (ou le contrat) du …. recrutant M … , … (grade) non titulaire du … au …,

Considérant qu’il est mis fin aux fonctions de M … avant le terme de l’engagement en raison de … (motifs conduisant au licenciement),

Considérant que M … a été mis(e) en connaissance de son droit à communication de son dossier et de son droit à se faire assister par un ou plusieurs défenseurs de son choix,

Vu l’entretien préalable en date du .........................,

**ARRÊTE**

**Article 1er** :

Il est mis fin aux fonctions de M…………………..………, né(e) le …………………., ……………….…………… (grade) non titulaire à compter du …………………………..

 A cette même date, il lui sera remis une attestation de fin d’activité et un certificat de travail.

L’intéressé(e) sera admise à faire valoir ses droits aux regards des dispositions réglementaires en vigueur relatives à l’indemnisation pour perte d’emploi.

**Article 2** :

M ……………………. percevra une indemnité de licenciement égale à ……… euros et *(le cas échéant)* une indemnité compensatrice de congés non pris égale à ……….. euros.

**Article 3** :

M ……………………. Est radié(e) des effectifs de la collectivité à compter du…………………. (le lendemain du licenciement) et cesse d’être rémunéré(e).

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services *(ou la secrétaire de mairie, le Directeur…)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 5 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l’application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Président du Centre de Gestion de l’Oise et au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire (*ou le Président*),